13 décembre 2016 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la coopération franco-allemande et européenne dans le secteur de l'économie numérique, à Berlin le 13 décembre 2016.

Madame la Chancelière, chère Angela MERKEL,
Mesdames, messieurs les ministres,
Je remercie Sigmar et Michel SAPIN d'avoir organisé cette conférence. C'est la deuxième puisque la première s'était tenue à Paris en présence de la Chancelière et nous avions lancé cette initiative franco-allemande pour accélérer encore la révolution numérique.
Nous sommes conscients que ce qui se joue là, est essentiel à la fois pour nos propres économies, mais aussi pour l'Europe. Sera-t-elle capable d'être un continent d'innovation ? Aura-t-elle des groupes à taille mondiale susceptibles de pouvoir être leaders dans leur domaine ? Pourra-t-elle donner toute leur place aux start-up et les faire croitre, les financer tout au long de leur processus ? Ou au contraire l'Europe, faute de pouvoir être organisée laissera-t-elle passer cette opportunité formidable qu'est la révolution numérique ?
L'enjeu est donc à la fois franco-allemand, parce qu'il est très important que nous puissions créer une forme de communauté d'entreprises mais aussi d'innovations et il est européen.
Nous avons d'abord voulu qu'il y ait un partage d'expérience et la French Tech, qui a été lancée en France, a été aussi pour vous amis allemands une occasion de voir ce que nous pouvions faire pour promouvoir sur nos territoires toutes les innovations et accompagner toutes les start-up.
Nous avons aussi la volonté qu'avec cette French Tech, nous puissions être présents sur l'ensemble du monde et créer une forme de réseau en faveur de l'innovation numérique.
Nous avons aussi la volonté de répondre aux défis du financement. Je me félicite de la décision qui a été prise entre nos deux grandes banques de développement, la BPI et la KFW d'uvrer conjointement pour renforcer l'appui aux jeunes entreprises innovantes.
De la même manière nous avons été capables d'imaginer un partenariat entre Qwant, le moteur de recherche franco-allemand, et Open Xchange, une entreprise allemande du numérique pour créer la première plateforme de mails européenne qui offrira un service de qualité respectueux en plus des données personnelles des citoyens.
Nous avons aussi été en capacité de faire monter un certain nombre de nouvelles applications, je pense notamment au calcul intensif ou à l'intelligence artificielle £ là encore à travers une coopération franco-allemande.
Enfin nous avons compris que nous pouvions être ensemble dans la compétition internationale et attirer les meilleurs talents du numérique venant du monde entier.
Donc je veux saluer cette nouvelle alliance entre la France et l'Allemagne sur le numérique. Nous nous sommes souvent posé la question : qu'est-ce que devraient faire la France et l'Allemagne ensemble ? Bien sûr, régler les grandes questions qui peuvent être posées à l'échelle de l'Europe - nous les connaissons et nous les abordons dans les conseils européens. Mais notre responsabilité c'est de préparer l'avenir. Si nous voulons que nos deux peuples et les Européens aient confiance dans le progrès, qu'ils aient la conviction que l'Europe les protège et en même temps les fait avancer, alors nous devons être là encore un moteur, un moteur numérique.
Nous avons aussi décidé, dans chacun de nos pays, de lancer des alliances pour l'industrie du

Nous avons aussi décidé, dans chacun de nos pays, de lancer des alliances pour l'industrie du futur. Nous nous avons de cette organisation, l'Alliance pour l'industrie du futur en France, et vous, vous avez l'industrie 4.0. C'est la même idée, favoriser le passage au digital, au numérique de toutes les entreprises françaises de tous les secteurs, les secteurs traditionnels comme les secteurs innovants.
Là aussi les résultats sont tout à fait impressionnants parce que nous avons un plan d'action conjointe qui mobilise les entreprises concernées mais aussi les branches industrielles et l'Etat et des régions.
Nous voulons aussi que nous puissions former les salariés à ces métiers du futur. C'est là encore une grande responsabilité, parce qu'il y a la formation des opérateurs qui sont dans les industries traditionnelles et qui doivent être conduits, accompagnés vers l'avenir qui est celui du numérique £ et puis il y a la formation des jeunes qui doit être là encore amplifiée vers les qualifications qui sont essentielles en matière de numérique.
En France nous avons créé une grande école du numérique, mais pas une grande école qui recruterait simplement les meilleurs élèves venant de meilleurs établissements. Non, une grande école décentralisée qui puisse appeler tous les talents quel que soit le niveau de formation pour aller vers des métiers du numérique.
C'est aussi une responsabilité que d'accompagner les petites et moyennes entreprises vers le numérique. Nous avons fait le constat qu'à peine 20% des entreprises françaises de petite ou moyenne taille n'étaient pas du tout préparées au numérique £ donc nous avons lancé un programme pour mettre à la disposition de ces entreprises des moyens financiers, ce qu'on appelle « des chèques numériques », à partir des fonds européens, pour les mettre en situation de pouvoir accélérer leur passage au numérique.
Je veux également insister sur la nécessité d'organiser le marché européen, d'avoir un cadre numérique unifié. C'est la raison pour laquelle nous travaillons ensemble, Français et Allemands, pour une harmonisation européenne à travers une stratégie du marché unique numérique. C'est une volonté que nous avons portée au niveau de la Commission européenne et au niveau du Conseil européen, afin qu'il y ait une règlementation entre pays européens pour développer les usages et les services du numérique mais aussi pour faire en sorte qu'il y ait la protection des données personnelles et également des moyens pour accompagner les entreprises à avoir la taille nécessaire pour conquérir de nouveaux marchés.
Il y a eu déjà un certain nombre de progrès, menés à bien par la Commission européenne, notamment pour l'abolition programmée des frais d'itinérance mobile, pour avoir un statut de l'économie collaborative et aussi pour harmoniser les règles fiscales. Ce point-là est très important. Si l'on veut éviter qu'un certain nombre de plateformes présentes sur nos territoires tirent des revenus, captent de la valeur ajoutée et ne payent pas d'impôts dans notre espace géographique, nous devons avoir une fiscalité qui puisse être corrigée et harmonisée.
La France a déjà engagé de sa propre initiative un certain nombre de redressements fiscaux pour ces grandes multinationales et nous devons faire en sorte que cette politique puisse être menée à l'échelle de l'Europe.
Je veux également insister sur l'harmonisation aussi des modes d'intervention des autorités de la concurrence ou des autorités de régulation, parce que nous devons avoir une régulation au niveau européen et éviter cette parcellisation de la réglementation ou des contrôles.
Voilà ce que nous voulons faire, créer un grand marché du numérique à l'échelle de l'Europe £ accompagner les entreprises dans cette mutation £ faire en sorte que les travailleurs puissent être eux-mêmes accompagnés et aidés dans ce processus qui va considérablement changer les modes de production £ assurer aux consommateurs qu'ils pourront avoir les meilleurs services partout sur le territoire £ diffuser davantage le haut débit et le très haut débit partout sur nos espaces géographiques £ et enfin avoir une régulation à l'échelle de l'Europe.
Je veux terminer sur le fait que nous devons avoir une stratégie, une stratégie à moyen et long terme qui justifie d'ailleurs notre engagement européen. Si nous voulons que l'Europe puisse avoir des capacités de progrès, si nous voulons que l'Europe puisse entraîner les peuples, il faut qu'il y ait une vision, il faut qu'il y ait un avenir £ et de ce point de vue la transition écologique -

qui est aussi un grand enjeu, la révolution numérique - nous offre les conditions de donner à l'Europe un nouveau départ et un nouvel enjeu. Cela permet d'avoir davantage de force sur le plan économique et davantage de protection sur le plan social, tout en assurant un meilleur service aux consommateurs et une meilleure protection de leurs données personnelles.
Le rôle de l'Etat, dans ce nouvel espace, dans cette nouvelle configuration, est non pas de laisser-faire, ni même de tout contrôler, mais d'accompagner les transformations et de forger de nouvelles sécurités. Je suis tout à fait heureux que la France et l'Allemagne aient pu être là unis, alliés dans cette mutation et je le vois aujourd'hui à travers les partenariats entre entreprises. Je le vois aussi à travers les financements que nous avons pu mettre en commun. Je le vois à travers les positions que nous allons défendre à l'échelle de l'Europe et je pense que là, l'alliance, le couple, le moteur, franco-allemand - je ne sais ce qu'il faut dire - mais en tout cas la France et l'Allemagne sont aujourd'hui à la hauteur de leurs responsabilités pour chacun de leur pays et également pour l'Europe toute entière. Merci.